

CARTOGRAPHIE DU RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT DE 2014 : ELEMENTS METHODOLOGIQUES

par My Abdellah Sougrati, Haut - Commissariat au Plan

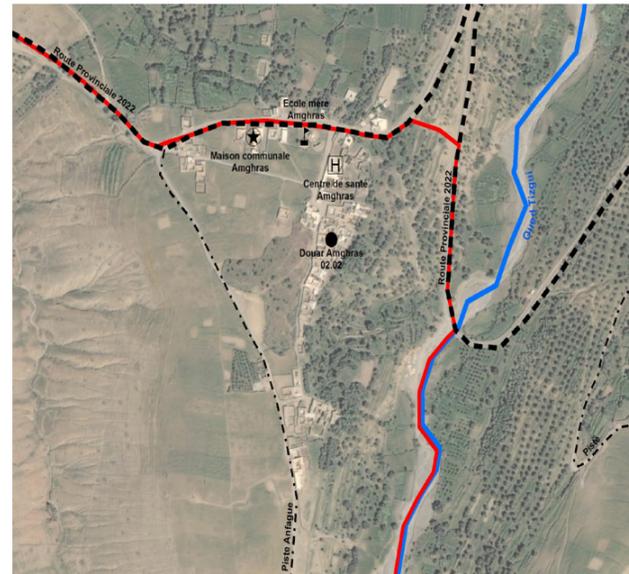
La cartographie a toujours constitué une partie intégrante du processus préparatoire des recensements. Son apport se contentait auparavant d'assurer, pour ces opérations, l'un des principes de base à savoir l'universalité et ce à travers l'élaboration et la mise à la disposition du personnel de collecte de cartes et de plans comportant les limites et les données géographiques actualisées, ce qui permet de localiser sans ambiguïté, sur le terrain, les différentes zones de recensement. La cartographie censitaire a ensuite pris plus d'importance grâce aux nouvelles technologies d'information dont particulièrement la numérisation des cartes et le développement des systèmes d'information géographique qui font d'elle, aujourd'hui, un support incontournable pour la diffusion des résultats sous forme de cartes thématiques représentant les phénomènes démographiques et socio-économiques de la population aux niveaux géographiques les plus fins.

L'opération cartographique du prochain recensement général de la population et de l'habitat prévu en 2014 s'inscrit dans ce contexte marqué par une utilisation accrue des nouvelles technologies. Cette opération, qui débutera sur le terrain à partir de l'année 2012 pour une période d'environ 24 mois, consiste à mobiliser les supports cartographiques adéquats, à constituer les différentes zones de collecte (districts de recensement, secteurs de contrôle et zones de supervision) et à fournir les informations géographiques nécessaires pour mettre en place le dispositif organisationnel du recensement et le système de codification requis pour piloter, d'une façon cohérente, le traitement et l'exploitation de ses données.

La mission principale des équipes chargées des travaux cartographiques consiste à établir, sur des supports appropriés, les limites administratives officielles des communes urbaines et rurales et les limites des zones de collecte et ce avec le maximum de précision afin d'éviter les risques d'omission ou de duplication lors du recensement. Les équipes cartographes procéderont ainsi au ratissage exhaustif de chaque commune afin de collecter les informations géographiques nécessaires pour préciser ses limites et découper son territoire en districts de recensement mutuellement disjoints. Ces informations couvrent principalement, pour les communes urbaines, les formes et positions des îlots ainsi que le tracé et la toponymie de la voirie (boulevards, rues, zenkats, etc.). En ce qui concerne les communes rurales, ces informations concernent en particulier la typologie des douars et sous douars, le réseau routier, l'infrastructure de base ainsi que les repères naturels.

Ces données à caractère spatial seront utilisées, en combinaison avec les estimations établies en termes de ménages, de logements et de locaux à usage professionnel, pour constituer des districts présentant des contours facilement localisables sur le terrain et des tailles (nombre de ménages) compatibles avec la masse de travail des agents recenseurs lors de la période réservée à la collecte des données du recensement.

Pour permettre aux équipes cartographes d'accomplir toutes ces activités avec une meilleure qualité, la cartographie du prochain recensement adoptera pour la première fois, comme supports de base, des images satellitaires à très haute résolution. Ces documents sont de nature à garantir la précision des résultats attendus du recensement aussi bien pour les différentes subdivisions administratives du pays à savoir, les régions, les provinces et préfectures, les cercles et les communes et arrondissements que pour les entités géographiques infra communales, en l'occurrence, les districts de recensement, les quartiers urbains, les douars, etc.



Portion d'un district rural représentée sur une image satellitaire.

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat

Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@statistic.gov.ma

www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur

BMCE BANK



البنك المغربي للتجارة الخارجية

Sommaire

Prix.....	1
Indicateurs économiques et financiers.....	2
Comptes nationaux trimestriels.....	3
Cartographie du recensement général de la population et de l'habitat de 2014.....	4



HAUT - COMMISSARIAT AU PLAN

Repères statistiques

Janvier 2012 N° 175

BULLETIN MENSUEL

PRIX

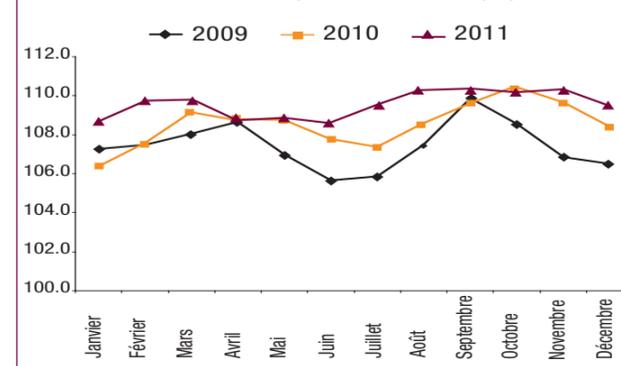
Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de décembre 2011, une baisse de 0,5% par rapport au mois précédent. Celle-ci est le résultat de la baisse de 1,2% de l'indice des produits alimentaires et d'une légère hausse de 0,1% de l'indice des produits non alimentaires.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a connu une hausse de 0,9% au cours du mois de décembre 2011. Le taux d'accroissement de l'indice moyen annuel de l'année 2011, par rapport à celui de l'année 2010, s'établit à +0,9%.

Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC)



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES MOYENS ANNUELS		
	Nov. 2011	Dec. 2011	VAR. %	2010	2011	VAR. %
Produits alimentaires	117,4	116,0	-1,2	114,4	115,9	1,3
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	117,9	116,4	-1,3	114,7	116,3	1,4
Boissons alcoolisées et tabac	108,3	108,4	0,1	108,3	108,3	0,0
Produits non alimentaires	104,9	105,0	0,1	104,2	104,8	0,6
Articles d'habillement et chaussures	107,3	107,7	0,4	104,3	106,0	1,6
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	105,0	105,0	0,0	104,3	104,8	0,5
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	107,4	107,4	0,0	106,2	107,1	0,8
Santé	103,2	103,5	0,3	102,8	103,1	0,3
Transport	103,4	103,5	0,1	103,2	103,1	-0,1
Communication	78,1	78,1	0,0	90,4	85,5	-5,4
Loisirs et culture	96,6	96,5	-0,1	97,1	96,4	-0,7
Enseignement	122,1	122,1	0,0	115,0	119,7	4,1
Restaurants et hôtels	112,0	112,2	0,2	109,2	111,1	1,7
Biens et services divers	110,3	110,3	0,0	107,0	109,2	2,1
Indice global	110,1	109,6	-0,5	108,4	109,4	0,9

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES MOYENS ANNUELS		
	Nov. 2011	Dec. 2011	VAR. %	2010	2011	VAR. %
Agadir	108,7	108,5	-0,2	107,9	108,6	0,6
Casablanca	111,6	111,2	-0,4	109,3	110,7	1,3
Fès	109,8	109,4	-0,4	108,4	109,1	0,6
Kénitra	109,5	109,1	-0,4	107,1	109,0	1,8
Marrakech	110,4	109,5	-0,8	107,9	109,0	1,0
Oujda	110,1	108,8	-1,2	109,5	109,6	0,1
Rabat	108,2	107,2	-0,9	107,4	107,7	0,3
Tétouan	113,3	112,3	-0,9	107,5	110,8	3,1
Meknès	111,3	111,0	-0,3	109,4	111,2	1,6
Tanger	111,1	110,6	-0,5	109,7	110,4	0,6
Laâyoune	110,1	109,7	-0,4	108,6	109,1	0,5
Dakhla	108,8	108,8	0,0	106,5	108,1	1,5
Guelmim	109,5	109,5	0,0	109,4	109,2	-0,2
Settat	110,6	110,5	-0,1	109,1	109,7	0,5
Safi	104,4	105,2	0,8	104,6	105,0	0,4
Beni-Mellal	109,7	109,0	-0,6	108,1	108,9	0,7
Al-Hoceima	112,2	111,4	-0,7	109,2	110,9	1,6
Ensemble	110,1	109,6	-0,5	108,4	109,4	0,9

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois de décembre 2011, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les baisses les plus importantes à Oujda avec 1,2%, à Rabat et Tétouan avec 0,9% et à Marrakech avec 0,8%; et les moins importantes à Settat avec 0,1%, à Agadir avec 0,2% et à Meknès avec 0,3%. Une hausse de 0,8% a été enregistrée à Safi. Les hausses annuelles les plus élevées de l'année 2011 ont été enregistrées à Tétouan avec 3,1%, à Kénitra avec 1,8%, à Meknès et à Al Hoceima avec 1,6%, à Dakhla avec 1,5%, à Casablanca avec 1,3% et à Marrakech avec 1,0%; et les moins élevées à Oujda avec 0,1%, à Rabat avec 0,3% et à Safi avec 0,4%. Une baisse de 0,2% a été enregistrée à Guelmim.

Evolution des variations interannuelles de 2009 à 2011

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	Dec./Dec.(1)	ANNUELLES (2)
2009	-1,6	1,0
2010	2,2	0,9
2011	0,9	0,9

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen de l'année N par rapport à l'année N-1.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	2009	2010*	VAR.%
Agriculture			
Elevage			
Abattages contrôlés (Nombre de têtes en milliers)	4 787	4 767	-0,4
Bovins	815	808	-0,9
Ovins	2 570	2 498	-2,8
Caprins	1 376	1 433	4,1
Autres	26	28	7,7

Source : Office National de Sécurité Sanitaire des Produits Alimentaires.

	Situation de janvier à novembre		
	2010	2011*	VAR.%
Energie			
Production nette d'électricité (millions de kWh)	20 517	21 828	6,4
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes)	5 902	6 467	1,6
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	13 357	14 593	9,3

Sources : ONE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers.

Echanges extérieurs

	Situation de janvier à novembre		
	2010	2011*	VAR.%
Commerce Extérieur (FOB/FOB)			
Exportations (en millions de dirhams)	230 609	257 454	11,6
Biens	134 076	154 383	15,1
dont : Vêtements confectionnés	16 251	16 656	2,5
Services	96 533	103 071	6,8
dont : Voyages	52 236	54 646	4,6
Importations (en millions de dirhams)	304 352	355 696	16,9
Biens	248 161	297 586	19,9
dont : Produits énergétiques	60 868	81 089	33,2
Solde commercial	- 73 743	- 98 242	
Taux de couverture en %	75,8	72,4	
Recettes M.R.E. (en millions de dirhams)	49 655	53 739	8,2

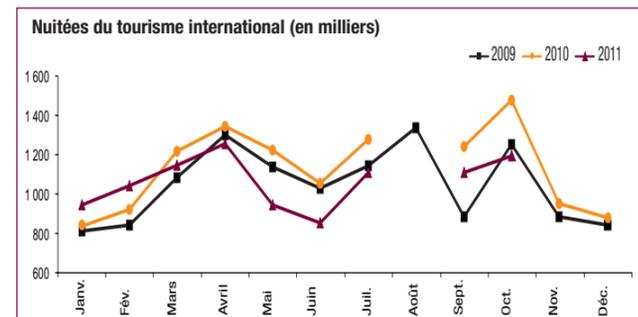
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à octobre		
	2010	2011*	VAR.%
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	15 578	14 667	-5,8
dont : Nuitées du tourisme international (en milliers)	12 106	10 862	-10,3

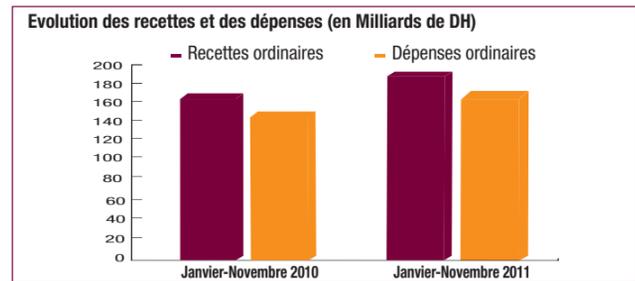
Source : Ministère du Tourisme et de l'Artisanat.



Finances publiques

	Situation de janvier à novembre		
	2010 ^R	2011*	VAR.%
Recettes ordinaires (en millions de DH)	170 210	190 048	11,7
Dépenses ordinaires (en millions de DH)	146 083	175 037	19,8
Dettes publiques	15 854	17 132	8,1
Investissement (en millions de DH)	36 621	37 207	1,6
Solde des comptes spéciaux du Trésor (en millions de DH)	- 18 553	- 14 352	
Déficit / Excédent global (en millions de DH)	- 31 047	- 36 548	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

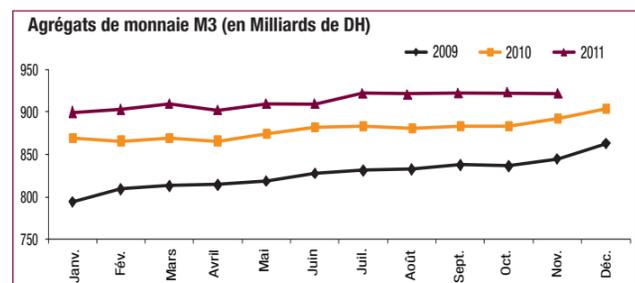


Monnaie

	Situation de janvier à novembre		
	2010 ^R	2011*	VAR.%
Agrégats de monnaie M3 (en millions de DH)	891 495	939 999	5,4
Agrégats de placements liquides (en millions de DH)	329 063	347 656	5,7
Contreparties de la monnaie (en millions de DH) (1)	821 717	897 884	9,3
Avoirs extérieurs nets	191 454	173 643	-9,3
Créances nettes sur l'administration centrale	83 044	105 946	27,6
Créances sur l'économie	703 696	774 767	10,1
Ressources à caractère non monétaire	133 684	148 080	10,8
Autres postes nets	22 793	8 392	-63,2

(1) Total des contreparties = Avoirs extérieurs nets + Créances nettes sur l'Administration Centrale + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de novembre		
	2010 ^R	2011*	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	24 819	3 944	-84,1
Capitalisation boursière (en millions de DH)	558 226	510 510	-8,5
Indice MASI	12 224,20	10 952,68	-10,4
Indice MADEX	9 984,59	8 956,42	-10,3
O.P.C.V.M.	21 Nov. 2011	16 Dec. 2011	VAR.%
Nombre	332	332	-
Actifs nets (en millions de DH)	228 614	228 343	-0,1

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

* : Données provisoires

R : Données rectifiées

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS

Troisième trimestre 2011

Les comptes nationaux relatifs au troisième trimestre 2011 font ressortir une consolidation du rythme de croissance économique sous l'effet du dynamisme de la demande intérieure.

Ainsi, le PIB a affiché un accroissement de 4,8% en volume par rapport à la même période de 2010 au lieu de 3,9% l'année précédente. En terme nominal, la hausse a été de 5,1%, ce qui dégage une légère hausse du niveau général des prix de 0,3%.

Dans ce contexte, le PIB non agricole s'est amélioré de 4,9% au lieu de 4,6% le même trimestre de l'année précédente et la valeur ajoutée du secteur agricole de 4,1% au lieu d'une stagnation. Au niveau des activités non agricoles, l'activité des hôtels et restaurants a baissé de 2,6%, celle de la pêche de 3,7% et les activités minières ont reculé de 1,8%. Les autres activités ont enregistré des progressions plus ou moins importantes :

- les industries de transformation de 1,9% au lieu de 3,2% ;
- l'électricité et eau de 4,9% au lieu de 9,3% ;
- le bâtiment et travaux publics de 7,1% au lieu de 1,4% ;
- les transports de 3,7% au lieu de 6,2% ;
- le commerce de 4,7% contre une baisse de 3,5% ;
- les postes et télécommunications de 19% au lieu de 3,4% ;
- les activités financières et assurances de 5,1% au lieu de 0,4% ;
- les services rendus aux entreprises de 4,8% au lieu de 2,7% ;
- les services rendus par les administrations publiques et la sécurité sociale de 8,1% au lieu de 2,3% ;
- l'éducation, santé et action sociale de 4,9% au lieu de 5%.

Au niveau de la demande, la croissance économique a bénéficié notamment de l'impulsion de la demande intérieure au cours du troisième trimestre 2011. Ainsi, les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 7,3% au lieu de 4,4% et la formation brute de capital, de son côté, a augmenté de 4,6% au lieu de 5,4%.

En revanche, le solde des échanges extérieurs de biens et services a contribué négativement à la croissance économique de 3,8 points. C'est ainsi que les exportations de biens et services ont augmenté de 5,3% au lieu de 10,1% alors que les importations se sont accrues de 14,8% contre une diminution de 1,6%.

Au cours du troisième trimestre 2011, le revenu national brut disponible a progressé de 4,7% contre 3%. Compte tenu de la hausse de 7,8% de la dépense de consommation finale, l'épargne nationale brute a atteint 27,1% du revenu national brut disponible au lieu de 28,9%.

Emplois de biens et services aux prix de l'année précédente chaînés, base 1998

	(en millions de dhs)		
	3 ^{ème} trim. 2010	3 ^{ème} trim. 2011	Glissement Annuel en %
Dépenses de consommation finale des ménages	89 438	95 928	7,3
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	25 099	26 412	5,2
Formation brute de capital	54 458	56 965	4,6
Exportations de biens et services	47 760	50 306	5,3
Importations de biens et services	- 57 538	- 66 079	14,8

Revenu national brut disponible et épargne nationale brute (aux prix courants)

	(en millions de dhs)		
	3 ^{ème} trim. 2010	3 ^{ème} trim. 2011	Glissement Annuel en %
Revenu national brut disponible	199 325	208 708	4,7
Épargne nationale brute	57 622	56 491	-2,0

Valeurs ajoutées (CVS) par branche d'activités aux prix de l'année précédente chaînés, base 1998

	(en millions de dhs)		
Secteur/Branche	3 ^{ème} trimestre 2010	3 ^{ème} trimestre 2011	Glissement Annuel en %
Secteur agricole	25 328	26 372	4,1
Secteur non agricole	114 758	120 130	4,7
Pêche	834	803	-3,7
Industrie d'extraction	2 921	2 869	-1,8
Industrie de transformation	21 049	21 443	1,9
Electricité et eau	5 119	5 370	4,9
Bâtiment et travaux publics	7 642	8 185	7,1
Commerce	17 066	17 869	4,7
Hôtels et restaurants	2 999	2 921	-2,6
Transports	7 949	8 239	3,7
Postes et télécommunications	9 530	11 341	19,0
Activités financières et assurances	8 213	8 631	5,1
Services rendus aux entreprises et services personnels	17 018	17 839	4,8
Administration publique générale et sécurité sociale	12 244	13 238	8,1
Éducation, santé et action sociale	12 538	13 152	4,9
Branche fictive	- 7 009	- 7 347	4,8
Impôts sur les produits nets des subventions	19 677	20 977	6,6
Produit intérieur brut (PIB) en volume	159 585	167 247	4,8
PIB hors agriculture en volume	134 194	140 772	4,9
Produit intérieur brut en valeur	190 285	200 053	5,1

CVS : corrigées des variations saisonnières

Source : Haut - Commissariat au Plan (Direction de la Comptabilité Nationale).

